

PARTIE I
Chapitre 2

Caractéristiques spécifiques des ressources naturelles*

Ce chapitre présente un aperçu de la diversité des formes et des fonctions des ressources naturelles. Il met en lumière les caractéristiques spécifiques aux ressources naturelles qui soulèvent des défis particuliers pour leur gestion efficace.

* Cette section s'inspire du travail d'Ahrend (2006).

2.1. Diversité des formes et des fonctions du capital naturel

Si les actifs du capital naturel ne découlent pas de l'activité humaine, celle-ci influence leur qualité et leur aptitude à générer des biens et services – et, par conséquent, leur valeur en tant que facteurs de production. Dans bien des cas, notamment celui des terres agricoles, les intrants impliqués dans la production peuvent se définir comme une combinaison d'éléments naturels (sols et eau) et d'apports humains (infrastructures d'irrigation et de transports). Il n'en demeure pas moins utile de maintenir la distinction théorique entre capital naturel et capital produit par l'homme.

Le capital naturel peut être *renouvelable* (terres, ressources en eau et forêts, par exemple) ou *non renouvelable*, notamment dans le cas des combustibles fossiles et des gisements minéraux. Il est renouvelable dès lors que la ressource peut se reconstituer selon des processus naturels. Tant que le taux d'extraction reste dans les limites de la capacité de renouvellement, le rendement peut être assuré indéfiniment. Le capital non renouvelable, en revanche, ne peut se reconstituer ou se régénérer au même rythme que le taux d'extraction. Autrement dit, l'exploitation des ressources non renouvelables a nécessairement une fin.

Le capital renouvelable génère à la fois des *biens* et des *services*. Les deux vont souvent de pair. Les *biens* tirés du capital naturel renouvelable englobent les produits forestiers, produits non ligneux compris, les poissons sauvages, etc. Ceux qui proviennent de ressources naturelles non renouvelables sont principalement le pétrole et les minéraux.

Certains de ces biens font l'objet d'échanges sur des marchés formels, et sont donc pris en compte dans les statistiques économiques nationales. Il en va ainsi pour le bois et le poisson prélevés dans le cadre d'activités formelles, de même que pour les combustibles fossiles (pétrole, gaz et charbon) et d'autres minéraux importants. Cependant, beaucoup sont consommés sur place et n'entrent pas dans les circuits commerciaux : fruits, champignons ou plantes aromatiques sauvages, petite pêche, petit gibier, palme, produits ligneux et non ligneux, etc.

Les *services* délivrés par le capital naturel comprennent entre autres la filtration et la purification de l'eau opérées par les zones humides ou la régulation des cycles de l'eau qu'assurent les bassins hydrographiques. Ces services, qui ne sont généralement pas commercialisés, n'apparaissent pas dans les statistiques économiques classiques.

2.2. La difficulté de mesurer et de contrôler les stocks de ressources naturelles

La gestion viable des ressources repose sur la capacité de suivre l'évolution des stocks et d'engager des corrections en cas de dégradation ou d'appauvrissement notables.

S'agissant des actifs physiques d'origine humaine, les coûts d'entretien, de renouvellement, d'augmentation et d'amélioration du stock de capital font explicitement partie des coûts de production (l'amortissement du capital s'inscrit dans les dépenses). Pour les ressources naturelles, il n'en va pas toujours ainsi. Souvent, la valeur du capital

naturel n'entre pas en ligne de compte au niveau de l'entreprise ou de la comptabilité nationale. Autrement dit, ni le rôle de ces éléments dans la croissance, ni l'ampleur de leur dégradation ou épuisement ne sont véritablement mesurés et pris en considération par les décideurs.

En ce qui concerne les *ressources non renouvelables* comme les minéraux ou les combustibles fossiles, l'appauvrissement des stocks est inéluctable à long terme. Dans le secteur formel, la valeur du stock résiduel (réserves de minéraux ou de pétrole) est estimée de façon aussi exacte que possible, et conditionne pour beaucoup la valeur sur le marché de l'entreprise positionnée sur un stock de ressources donné. Un régime fiscal bien conçu peut garantir que l'appauvrissement du stock soit enregistré, et apparaisse par conséquent tant au niveau de l'entreprise que dans les données d'ensemble.

Ce genre de calcul ne peut s'appliquer dans le cadre d'exploitation de ressources « en accès libre » par le secteur informel. Là où les formes d'exploitation artisanales sont importantes, voire prépondérantes, il n'est pas facile d'apprécier la valeur créée par le secteur ou le taux d'appauvrissement des gisements existants, ni d'élaborer des mesures en conséquence. Ces aspects sont examinés plus en détail dans le chapitre 11 sur les minéraux.

Les *ressources naturelles renouvelables* peuvent, en principe, se perpétuer tant que le taux d'utilisation ne dépasse pas le taux de reconstitution. Mais un prélèvement continu au-delà d'un niveau donné s'avérera non viable et entamera définitivement le stock ainsi que, dans de nombreux cas, sa capacité de renouvellement. Or aucun mécanisme de marché ne signale cette réduction du stock de capital aux utilisateurs ou aux décideurs.

Les statistiques économiques classiques peuvent même donner une image déformée des performances d'un secteur fondé sur les ressources naturelles. Dans le cas de la pêche, un niveau élevé de « valeur ajoutée brute » peut coïncider avec une médiocre performance économique si, par exemple, la capacité de pêche est excédentaire. Une réduction de cette capacité se traduira, dans ce cas, par une augmentation de la production globale du secteur.

De même, les écosystèmes peuvent se dégrader au point de ne plus parvenir à assurer certains services. Ces derniers n'étant ni vendus ni achetés sur les marchés, leur épuisement n'est pas directement mis en évidence par les mécanismes du marché alors qu'elle peut contribuer indirectement à accroître les coûts ou à réduire les résultats dans les secteurs qui s'y rattachent ou qui en dépendent. Des mécanismes de suivi spécifiques s'imposent donc pour surveiller l'état des écosystèmes, en termes quantitatifs et qualitatifs.

2.3. La « malédiction » des ressources naturelles

On prétend souvent que les ressources naturelles seraient une « malédiction », et non un atout, en raison des facteurs suivants :

- le caractère non pérenne d'une ressource non renouvelable, qui fragilise son producteur lorsque les stocks sont épuisés (l'exploitation des ressources naturelles est par définition « sans avenir ») ;
- le potentiel de croissance peu élevé des secteurs fondés sur les ressources naturelles, car il s'agit d'activités de « basse technologie », peu propices à des augmentations de productivité ni à une évolution vers des produits à plus forte valeur ajoutée ;
- l'exposition aux cycles *expansion-récession* dus à la volatilité des prix des matières premières sur les marchés internationaux, qui rend les exportateurs particulièrement

vulnérables aux chocs externes (elle concerne les ressources minières, certaines ressources renouvelables et un large éventail de produits agricoles) ; et

- l'exposition au « syndrome hollandais ».

Chacun de ces facteurs est traité ci-dessous.

2.3.1. Les ressources naturelles sont « sans avenir »

Cet argument doit être nuancé : si les ressources naturelles non renouvelables sont condamnées à disparaître, c'est dans les décennies qui précèdent immédiatement leur épuisement complet que se pose le problème. Ce qui importe, c'est la quantité des gisements connus de ressources naturelles exploitables de façon rentable dans l'état actuel des technologies et aux prix moyens attendus à long terme. Qui plus est, le progrès technologique permettra souvent d'accroître les prélèvements sur les réserves existantes et de mettre de nouvelles réserves en exploitation.

2.3.2. Les ressources naturelles impliquent de la « basse technologie »

Ici aussi, des précisions s'imposent. Certaines ressources naturelles exigent des moyens de très « haute technologie » (les forages pétroliers sous-marins par exemple) et/ou appellent des technologies de plus en plus avancées à mesure que le stock s'appauvrit. Dans la mesure où les explications économiques se réfèrent surtout à la « basse technologie » entrant dans l'extraction des ressources, l'idée d'une malédiction économique imparable peut être mise en doute. Par contre, la « haute technologie » ou l'intensité de capitaux caractérisant le prélèvement des ressources peuvent à leur tour engendrer un autre problème, à savoir des « enclaves » économiques organisées autour d'un gisement donné, dont les liens avec l'économie locale ou nationale sont ténus, voire inexistants.

Les médiocres résultats de nombre d'économies richement dotées en ressources naturelles tiennent peut être moins à l'abondance de ces ressources qu'aux lacunes institutionnelles de leur gestion, et aux lacunes des structures de propriété et de contrôle, à commencer par les monopoles détenus ou contrôlés par l'État.

2.3.3. Vulnérabilité aux cycles « expansion-récession »

Par rapport à des économies structurellement diversifiées, les économies fondées sur les ressources naturelles peuvent être particulièrement exposées à des chocs de grande ampleur résultant de brusques chutes ou hausses des prix de leurs principaux biens d'exportation. La gestion macroéconomique et la discipline fiscale ne suffisent pas à éliminer ces risques, mais elles peuvent sensiblement les atténuer. En revanche, un manque de rigueur budgétaire ne peut qu'amplifier les effets des fluctuations de prix des matières premières, et alimenter des cycles expansion-récession.

2.3.4. Exposition au « syndrome hollandais »

On parle de « syndrome hollandais » quand un pays dispose soudain de ressources naturelles en grandes quantités et commence à les exporter. Le « syndrome hollandais » peut aussi poser problème à un pays où le poids à l'exportation d'un secteur fondé sur une ressource naturelle augmente rapidement. Dans les deux cas de figure, l'augmentation des revenus tirés de ces ressources tend à relever le taux de change de la monnaie nationale et/ou le niveau général des rémunérations, d'où des pressions

sur la compétitivité des autres secteurs économiques ouverts au commerce international.

La hausse du taux de change n'a pas que des inconvénients, puisqu'elle augmente le pouvoir d'achat de la population (les biens importés devenant moins coûteux), améliorant le niveau de vie. En général, l'essor de la consommation qui en résulte dynamise aussi la production dans les secteurs non commerciaux. En contrepartie, la compétitivité des secteurs d'échanges non fondés sur les ressources concernées est mise en péril. Pour continuer à exporter, ou du moins à soutenir la concurrence vis-à-vis des produits d'importation, ces secteurs doivent donc accroître leur productivité suffisamment vite pour maintenir leur compétitivité internationale.

Si ces gains de productivité sont bienvenus, l'appréciation de la monnaie nationale peut exercer de fortes pressions sur les secteurs d'échange non liés à ces ressources naturelles, pressions qui peuvent tôt ou tard influencer sur le niveau de l'emploi. En règle générale, le secteur des ressources crée relativement peu d'emplois. Par conséquent, si l'appréciation de la monnaie nationale se traduit dans les autres secteurs industriels par des formes de production exigeant plus de capital et moins de main-d'œuvre, elle risque de contribuer à un repli des emplois dans l'industrie.

Il n'y a pas lieu de s'inquiéter dès lors que la croissance des activités ne reposant pas sur les ressources naturelles est suffisamment forte pour créer les emplois nécessaires. L'expansion du secteur des services, en particulier, pourrait compenser la perte des postes industriels, mais une bonne part des débouchés potentiels du secteur des services aura sans doute une faible productivité avec, par conséquent, des salaires relativement bas. Des conflits sociaux peuvent en résulter ; dans les pays où les fortes disparités de salaires sont socialement et politiquement inacceptables, le secteur des services peut être dans l'incapacité de générer un nombre d'emplois significatif.

Table des matières

Préface	13
Ressources naturelles et croissance pro-pauvres : Enjeux économiques et politiques	15
Résumé	16
Introduction à la partie I – Vue d’ensemble des questions clés	16
Introduction à la partie II – Ressources naturelles déterminantes pour la croissance pro-pauvres	20
<i>Partie I</i>	
Vue d’ensemble des questions clés	
Chapitre 1. Introduction	27
Notes	29
Chapitre 2. Caractéristiques spécifiques des ressources naturelles	31
2.1. Diversité des formes et des fonctions du capital naturel	32
2.2. La difficulté de mesurer et de contrôler les stocks de ressources naturelles	32
2.3. La « malédiction » des ressources naturelles	33
Chapitre 3. Économie de la gestion durable des ressources naturelles	37
3.1. Vue d’ensemble	38
3.2. Le capital naturel contribue directement aux revenus, à l’emploi et aux recettes fiscales	39
3.3. Les moyens d’existence des plus pauvres reposent sur les ressources naturelles	40
3.4. Les ressources naturelles constituent un filet de sécurité par temps de crise	40
3.5. Les ressources naturelles génèrent un large éventail d’externalités positives aux niveaux national et mondial	43
3.6. La gestion durable des ressources naturelles doit relever des défis particuliers	44
3.7. Convertir les ressources naturelles en d’autres formes de capital : De grands enjeux	47
3.8. Gérer les ressources naturelles au service d’une croissance pro-pauvres : Pistes privilégiées	52
Notes	58

Chapitre 4. Dimensions politiques de la gestion des ressources naturelles	59
4.1. Facteurs essentiels d'une bonne gestion des ressources naturelles	60
4.2. Politiques et mesures propices à une gouvernance pro-pauvres et durable des ressources.	67
4.3. Gérer le processus de l'action publique : Changer la politique d'appui à une gestion pro-pauvres des ressources naturelles	71
4.4. Conclusions	74
Notes	74
Chapitre 5. Conclusions et recommandations à l'intention des décideurs	75
5.1. Conclusions	76
5.2. Recommandations	77
Notes	84
Liste récapitulative à l'usage des praticiens	85
Aspects socio-économiques de la gestion des ressources naturelles	85
Gouvernance et capacités de gestion des ressources naturelles	86
 Partie II 	
Ressources naturelles déterminantes pour la croissance pro-pauvres	
Chapitre 6. La pêche au service d'une croissance pro-pauvres	91
6.1. Vue d'ensemble	92
6.2. La contribution du secteur de la pêche à la croissance et à l'économie	92
6.3. Comment la pêche peut-elle aider les populations à sortir de la pauvreté ?	96
6.4. Politiques de soutien aux pêcheurs pauvres.	100
Notes	104
Chapitre 7. La forêt au service d'une croissance pro-pauvres	105
7.1. Vue d'ensemble	106
7.2. Contribution des forêts à la croissance et à l'économie	106
7.3. Dans quelle mesure les forêts peuvent-elles sortir les populations de la pauvreté ?	108
7.4. La dimension politique du renforcement de la contribution des forêts à une croissance pro-pauvres	111
Chapitre 8. Le tourisme axé sur la nature et la faune au service d'une croissance pro-pauvres	117
8.1. Vue d'ensemble	118
8.2. Espèces sauvages et pauvreté : Filet de sécurité et création de richesses	118
8.3. Rôle du tourisme axé sur la nature dans la croissance et l'économie	119
8.4. Le tourisme axé sur la nature peut-il aider à sortir de la pauvreté ?	120
8.5. La chasse au trophée	124
8.6. Les politiques en vue d'une plus forte contribution du tourisme axé sur la nature à la croissance pro-pauvres	125
8.7. Commerce des espèces sauvages	126
Notes	128

Chapitre 9. Productivité des sols et croissance pro-pauvres	129
9.1. Vue d'ensemble	130
9.2. Contribution de la gestion des sols à la croissance	131
9.3. Politiques et mesures propices à une meilleure gestion des sols	132
Chapitre 10. Sécurité des ressources en eau et croissance pro-pauvres	137
10.1. Vue d'ensemble pour créer des richesses, atténuer les risques et faire reculer la pauvreté	138
10.2. Rôle potentiel de la gestion des ressources en eau dans la croissance pro-pauvres	139
10.3. Assurer une gestion responsable de l'eau	144
10.4. Les politiques de gestion de l'eau pour promouvoir une croissance pro-pauvres	145
Chapitre 11. Les minéraux au service d'une croissance pro-pauvres	149
11.1. Vue d'ensemble	150
11.2. L'économie de l'exploitation minière	151
11.3. Impact de l'extraction minière sur l'environnement	153
11.4. Les possibilités de réduction de la pauvreté offertes par l'extraction minière	153
11.5. Accroître le rôle de l'extraction minière pour promouvoir la croissance pro-pauvres : Des choix politiques	156
Chapitre 12. Les énergies renouvelables au service d'une croissance pro-pauvres	161
12.1. Vue d'ensemble	162
12.2. Tendances récentes : La montée en puissance des énergies renouvelables	162
12.3. Quel rôle peuvent jouer les énergies renouvelables au service d'une croissance pro-pauvres ?	166
12.4. Politiques et mesures destinées à exploiter les avantages potentiels des énergies renouvelables	169
12.5. Conclusions	174
Notes	175
Bibliographie	177

Encadrés

1.1. Changement climatique : Impacts à prévoir sur les pays en développement	29
3.1. La croissance pro-pauvres	38
3.2. Quelques exemples de comptabilisation des activités forestières informelles dans le revenu national	42
3.3. Importance des bassins hydrographiques pour l'électricité urbaine en Afrique	43
3.4. Rémunération des services de protection des bassins hydrographiques	46
3.5. Les priorités politiques de la gestion des ressources naturelles déterminent le taux optimal d'exploitation	47
3.6. Règle de Hartwick et règle de Hotelling	48

3.7.	L'épargne nette véritable : Un indicateur pour l'évaluation du stock global de capital	49
3.8.	Ressources naturelles et populations pauvres en Inde et en Ouganda	52
3.9.	Le prix des crevettes en hausse à Madagascar	55
3.10.	Demande croissante de produits certifiés « commerce équitable » et portant un label écologique	56
4.1.	Conflits résultant de l'antagonisme entre règles formelles et informelles sur l'utilisation des terres	67
4.2.	Les petits pêcheurs sous la coupe des « seigneurs de l'eau » au Bangladesh ...	67
4.3.	Gestion participative des forêts dans l'Himachal Pradesh (Inde) : Les bénéficiaires et leur répartition	69
4.4.	Exploitations minières	70
4.5.	Les lois sur l'eau et leur mise en œuvre en Afrique du Sud	72
6.1.	L'aquaculture a rapidement pris de l'importance sur le plan de l'économie, mais elle n'est pas forcément une activité pro-pauvres	93
6.2.	Le rôle économique du secteur halieutique et aquacole au Bangladesh	97
6.3.	Négocier la contribution des pêcheurs étrangers aux recettes publiques : Des exemples concluants en Afrique	99
6.4.	Amélioration de la gestion de la pêche et augmentation de la rente captée par la Namibie	101
6.5.	Favoriser la croissance de l'industrie crevette de Madagascar	102
6.6.	Croissance pro-pauvres dans la pêcherie du merlu d'Afrique du Sud	103
6.7.	Interdiction des chalutiers au Kerala : Mobilisation des petits pêcheurs en faveur d'une croissance pro-pauvres	103
7.1.	Programmes de plantations satellites en Afrique du Sud (2000)	110
7.2.	La conversion des forêts peut-elle être bénéfique en termes économiques et favorable aux pauvres ?	112
7.3.	Peut-on mettre les marchés du carbone au service du développement forestier ?	113
7.4.	La Bolivie, leader mondial du bois certifié	114
7.5.	Au Brésil, des réserves de saignée au service d'une croissance pro-pauvres	115
8.1.	Croissance pro-pauvres dans les zones protégées en Inde	122
8.2.	Chasse au trophée en Tanzanie	125
9.1.	Agriculture de conservation	133
9.2.	Investissement dans la gestion des sols en Chine du Nord et au Niger	134
10.1.	Otages de l'hydrologie	140
10.2.	Eau d'irrigation et croissance économique en Inde : Grâce aux investissements dans la gestion des ressources en eau, l'Inde est mieux armée face aux aléas du climat	142
10.3.	Estimer la valeur des zones humides du Zambèze en tant qu'infrastructures alternatives	145
10.4.	Les problèmes de l'eau au Pakistan	146
10.5.	Les lois sur l'eau et leur application en Afrique du Sud	147
10.6.	Importance du statut d'occupation en milieu urbain pour l'approvisionnement en eau : L'exemple du Guatemala	148
11.1.	Extraction du diamant en Sierra Leone	154

11.2.	L'extraction minière artisanale en République démocratique du Congo (RDC)	156
11.3.	L'extraction de diamants au Botswana	157
11.4.	L'initiative pour la transparence des industries extractives	158
11.5.	Trois éléments clés pour une bonne gouvernance	159
12.1.	Potentiel géothermique en Afrique	166
12.2.	Analyse coûts-avantages d'un système micro-hydraulique au Népal	167
12.3.	La production durable de biocarburants à petite échelle propice au développement rural au Kenya	169
12.4.	L'énergie éolienne en Inde	170
12.5.	Promotion des systèmes photovoltaïques en Afrique	171
12.6.	Améliorer l'accès du monde rural à l'énergie en Argentine grâce aux énergies renouvelables	172
12.7.	PSAES : Le projet photovoltaïque Sénégal-Allemand	173
12.8.	Fourniture d'électricité par des dispositifs solaires à usage domestique : Yeelen Kura, Mali	174

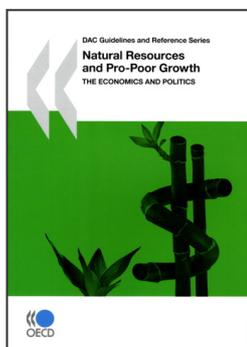
Tableaux

9.1.	Analyse des coûts annuels de la dégradation des sols dans quelques pays sélectionnés	131
11.1.	Économies en développement et en transition fortement tributaires des exportations de minerais : Contributions de l'exploitation minière aux exportations totales	152

Graphiques

3.1.	Répartition de l'ensemble des richesses dans les pays à faible revenu	39
3.2.	Ouganda : Évaluation quantitative des ressources environnementales et naturelles	41
3.3.	Revenu des ménages, province de Masvingo, Zimbabwe	41
4.1.	Caractéristiques des ressources naturelles	61
4.2.	Relations entre acteurs dans une étude de cas sur l'irrigation	65
6.1.	Captures dans la zone économique exclusive de la Mauritanie (ZEE), 1950-2002	93
6.2.	Exportations nettes de certains produits agricoles par des pays en développement	95
6.3.	Exportations de produits de la pêche en Afrique	96
6.4.	Accords de pêche de l'Union européenne avec les pays d'Afrique occidentale et centrale	97
7.1.	Contribution de la forêt au PIB et part des exportations forestières dans les exportations totales dans certains pays	107
8.1.	Effectifs employés dans le secteur du tourisme et des voyages en Afrique, 2006	120
8.2.	Retombées économiques du tourisme lié à l'observation des gorilles en Ouganda	121
10.1.	Évolution des besoins en eau de la production alimentaire	141
12.1.	Énergies renouvelables : Coûts de la production d'électricité en pourcentage des niveaux de 1980, évolution passée et prévue	163

12.2.	Compétitivité des coûts de certaines technologies des énergies renouvelables	164
12.3.	Investissement annuel dans les énergies renouvelables, total mondial, 1995-2007 (milliards USD)	164
12.4.	Taux de croissance des énergies renouvelables (DAES NU, 2005)	165
12.5.	Potentiel énergétique du solaire et de l'éolien selon les régions	165



Extrait de :
Natural Resources and Pro-Poor Growth
The Economics and Politics

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264060258-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Caractéristiques spécifiques des ressources naturelles », dans *Natural Resources and Pro-Poor Growth : The Economics and Politics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264041844-4-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.